Bureau Coordination

ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, le 3 avril 1953, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal organique du 22 décembre 1938 prévu par la loi du 10 juin 1937, étendant les allocations familiales aux employeurs et aux travailleurs non salariés",

et, le 23 avril 1953, sur un nouveau texte de ce projet,

a donné le 4 mai 1953 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 3e April 1953 door de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het organiek koninklijk besluit van 22 December 1938 voorzien bij de wet van 10 Juni 1937 tot uitbreiding van de kinderbijslag tot de werkgevers en de niet-loonarbeiders",

en de 23e April 1953 over een nieuwe tekst van dat ontwerp,

heeft de 4e Mei 1953 het volgend advies gegeven :

I.

D'après l'article 4 du projet, qui modifie l'article 83, les employeurs et travailleurs indépendants affiliés de plein droit à la caisse mutuelle auxiliaire sont tenus de s'y faire inscrire dans les trente jours qui suivent la sommation faite à l'expiration du premier délai. Cette disposition serait impossible à observer puisque l'inscription d'office n'a lieu, d'après le nouveau système, qu'à l'expiration des trente jours qui suivent cette sommation. C'est donc à partir de l'expiration du second délai que doit commencer à courir le troisième délai.

En accord avec le délégué du Gouvernement, le Conseil d'Etat propose de réduire à quatorze jours la durée de ce troisième délai.

II.

L'article 5 insère un article 83 bis qui prévoit quelles sont les personnes compétentes pour faire la sommation prévue et pour notifier la constatation de l'infraction.

Il y a lieu de remarquer tout d'abord que la mention de l'article 83 est inutile puisque la sommation dont question dans cet article est celle qui est prévue par les articles 81 et 82.

Le Conseil d'Etat observe ensuite que cette sommation servant de point de départ à un délai, il importe qu'elle ait date certaine et que, par conséquent, la forme de la lettre recommandée à la poste soit prévue.

Il observe également que si l'on peut concevoir que les caisses ou sections mutuelles peuvent adresser la sommation prévue, elles n'ont pas qualité pour notifier la constatation d'une infraction, celle-ci impliquant la qualité d'officier de police judiciaire dans le chef de celui qui constate.

Dans l'état actuel du droit, on ne peut concevoir que la mission de constater une infraction soit donnée à des caisses privées.

En ce qui concerne la notification dont question, il y a lieu d'en réserver l'accomplissement aux autorités habilitées par l'article 289 à rechercher et constater les infractions.

III.

La violation des articles 81 et 82 étant transformée en infraction, le Conseil d'Etat est d'avis que le maintien du caractère délictueux de la non-observation de l'article 83 n'est pas indiqué. En effet, l'infraction prévue par l'article 83 ne serait pas concevable sans que l'infraction aux articles 81 et 82 ait été commise au préalable. Elle serait frappée des mêmes peines et procéderait incontestablement d'une même intention délictueuse.

\+

\+ \+

Le Conseil d'Etat propose la rédaction suivante pour l'alinéa 2 du préambule :

"Vu l'arrêté royal organique du 22 décembre 1938 prévu par la loi du 10 juin 1937, étendant les allocations familiales aux employeurs et aux travailleurs non salariés, notamment les articles 78, 79, 81, 82, 83, et les articles 291 et 303, modifiés par l'arrêté royal du 2 septembre 1939;".

\+

\+ +

Le Conseil d'Etat propose d'apporter au dispositif du projet des modifications de forme qui figurent dans le texte ci-après :

Article 1er.-

L'article 79, alinéa 4, de l'arrêté royal organique du 22 décembre 1938 est remplacé par la disposition suivante :

"Le Gouvernement est représenté auprès de la Caisse mutuelle auxiliaire par deux commissaires, désignés l'un par le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale et l'autre par le Ministre de la Santé publique et de la Famille. Il est représenté auprès de chacune des caisses mutuelles spéciales par un commissaire désigné par le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale.".

Article 2.-

L'article 81, alinéas 2 et 3, ainsi que l'article 82, alinéas 2 et 3, du même arrêté sont abrogés.

Article 3.-

Il est inséré dans le même arrêté un article 82 bis, libellé comme suit :

"Article 82 bis.- Si, à l'expiration des délais prévus aux articles 81 et 82, les employeurs et travailleurs indépendants visés par ces articles ne sont affiliés ni à une caisse ou section mutuelle, ni à la Caisse mutuelle auxiliaire, il leur sera fait sommation de se conformer à la loi, de la manière prévue à l'article 83 bis.

S'ils ne se font pas inscrire dans une caisse mutuelle ou section mutuelle libre, ou à la Caisse mutuelle auxiliaire, dans les trente jours à dater de cette sommation ou de la notification qui leur est faite de la constatation de l'infraction aux articles 81 ou 82, ils font partie de plein droit de la Caisse mutuelle auxiliaire.

En tout état de cause, leur affiliation à la caisse mutuelle ou section mutuelle qu'ils ont choisie ou à la Caisse mutuelle auxiliaire, prend cours :

1° le premier jour du semestre au cours duquel ils ont commencé ou recommencé à être assujettis, en ce qui concerne les employeurs et travailleurs indépendants visés à l'article 81;

2° le premier jour du semestre qui suit celui au cours duquel ils ont quitté la caisse ou section mutuelle à laquelle ils étaient affiliés précédemment, en ce qui concerne les employeurs et travailleurs indépendants visés à l'article 82.".

.../...

Article 4.-

L'article 83, alinéa 2, b, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"b) dans les quatorze jours à dater de l'expiration du délai de trente jours prévu à l'article 82 bis, alinéa 2, en ce qui concerne les employeurs et travailleurs indépendants qui seront devenus de plein droit membres de la Caisse mutuelle auxiliaire en vertu de cette disposition.".

Article 5.-

Il est inséré dans le même arrêté un article 83 bis, libellé co me suit :

"Article 83 bis.- La sommation visée à l'article 82 bis peut être faite, par lettre recommandée à la poste :

1° par l'une des autorités compétentes, en vertu de l'article 289, pour constater les infractions au présent arrêté;

2° par l'Office national de coordination des allocations familiales;

3° par une des caisses ou sections mutuelles d'allocations familiales.".

Article 6.-

L'article 243, alinéa 2, du même arrêté, modifié par la loi du 27 mars 1951, est remplacé par la disposition suivante :

.../...

"Le Gouvernement est représenté auprès de la Caisse mutuelle nationale par deux commissaires, désignés l'un par le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, l'autre par le Ministre de la Santé publique et de la Famille.".

Article 7.-

L'article 291, alinéa 1er, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"Seront punies d'une amende de 26 à 50 francs, les personnes assujetties au présent arrêté qui ne se seront pas conformées aux prescriptions des articles 81, 82, 84 ou 85, du premier ou du dernier alinéa de l'article 197, ou de l'article 216, alinéa 2.".

Article 8.-

L'article 303, alinéa 2, a, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"a) le jour où l'assujetti s'est fait inscrire sur la liste des membres d'une caisse mutuelle, d'une section mutuelle ou de la Caisse mutuelle auxiliaire, en ce qui concerne les infractions aux articles 81 et 82;".

Articles 9 et 10.-

... (comme au projet) ...

+

+ +

.../...

Le Conseil d'Etat observe enfin que l'article 9 de la loi du 10 juin 1937 requiert la proposition des ministres réunis en conseil, ce qui entraîne l'obligation du contreseing par tous les ministres.

I.

Volgens artikel 4 van het ontwerp, dat wijziging brengt in artikel 83, zijn de van rechtswege bij de onderlinge hulpkas aangesloten werkgevers en zelfstandige arbeiders gehouden, bij die kas een inschrijving te nemen binnen dertig dagen na de aanmaning die hun bij het verstrijken van de eerste termijn wordt gedaan. Deze bepaling in acht te nemen, ware onmogelijk, vermits krachtens de nieuwe regeling de inschrijving van ambtswege eerst geschiedt bij het verstrijken van de dertigste dag volgend op de aanmaning. Bijgevolg moet de derde termijn ingaan bij het verstrijken van de tweede termijn.

In overleg met de gemachtigde der Regering stelt de Raad van State voor, de duur van deze derde termijn tot veertien dagen in te korten.

II.

Artikel 5 voegt een artikel 83 bis in, waarbij bepaald wordt wie bevoegd is om de aanmaning te doen en om van de vaststelling der overtreding kennis te geven.

Allereerst weze opgemerkt dat het overbodig is artikel 83 te vermelden, vermits de aldaar bedoelde aanmaning dezelfde is als die waarvan sprake in de artikelen 81 en 82.

.../...

Voorts wijst de Raad van State er op dat de aanmaning, aangezien daarmede een termijn ingaat, een vaste datum moet hebben en derhalve bij een ter post aangetekende brief moet worden gedaan.

Tenslotte kan wel worden aangenomen, dat de onderlinge kassen en secties de aanmaning doen, maar niet dat zij bevoegd zouden zijn om van de vaststelling der overtreding kennis te geven. Dit laatste impliceert immers dat degene die de vaststelling doet de hoedanigheid van officier der gerechtelijke politie heeft.

In de tegenwoordige stand van het recht is het niet denkbaar dat de taak om een overtreding vast te stellen aan private kassen zou worden opgedragen.

Wat de hier bedoelde kennisgeving betreft, deze moet worden overgelaten aan de overheden aan wie artikel 289 de bevoegdheid verleent om de overtredingen op te sporen en vast te stellen.

III.

Daar van de schending der artikelen 81 en 82 een misdrijf wordt gemaakt, is de Raad van State van advies dat het niet aangewezen is, de niet-naleving van artikel 83 als een misdrijf te beschouwen. Het misdrijf bedoeld in artikel 83 is immers niet denkbaar zonder dat vooraf overtreding van de artikelen 81 en 82 heeft plaats gehad. Zij zou met dezelfde straffen worden gestraft en ontegensprekelijk voortkomen uit eenzelfde delictueus opzet.

+

\+ +

.../...

De Raad van State stelt voor, het tweede lid van de inleiding te lezen als volgt :

"Gelet op het organiek koninklijk besluit van 22 December 1938, voorzien bij de wet van 10 Juni 1937, houdende uitbreiding van de kinderbijslag tot de werkgevers en tot de niet-loonarbeiders, inzonderheid op de artikelen 78,79,81,82,83 en op de artikelen 291 en 303, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 2 September 1939;".

\+

\+ \+

Voor het beschikkend gedeelte van het ontwerp beveelt hij een aantal vormwijzigingen aan, die opgenomen zijn in de onderstaande tekst :

Artikel 1.-

Artikel 79, vierde lid, van het organiek koninklijk besluit van 22 December 1938 wordt door de volgende bepaling vervangen :

"De Regering wordt bij de Onderlinge Hulpkas vertegenwoordigd door twee commissarissen, onderscheidenlijk aangewezen door de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg en door de Minister van Volksgezondheid en van het Gezin.Bij iedere van de speciale onderlinge kassen wordt zij vertegenwoordigd door een commissaris, aangewezen door de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg.

.../...

Artikel 2.-

Het tweede en het derde lid van artikel 81 en het tweede en het derde lid van artikel 82 van hetzelfde besluit worden opgeheven.

Artikel 3.-

In hetzelfde besluit wordt een artikel 82 bis ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 82 bis.- Zo bij het verstrijken der termijnen in de artikelen 81 en 82 gesteld, de aldaar bedoelde werkgevers en zelfstandige arbeiders noch bij een onderlinge kas of sectie, noch bij de Onderlinge Hulpkas zijn aangesloten, worden zij, op de wijze in artikel 83 bis bepaald, aangemaand zich naar de wet te gedragen.

Nemen zij binnen dertig dagen te rekenen van deze aanmaning of van de kennisgeving die hun van de vaststelling der overtreding van de artikelen 81 of 82 wordt gedaan, geen inschrijving bij een vrije onderlinge kas of sectie of bij de Onderlinge Hulpkas, dan worden zij van rechtswege lid van de Onderlinge Hulpkas.

In alle geval gaat hun lidmaatschap bij de onderlinge kas of sectie van hun keuze dan wel bij de Onderlinge Hulpkas in :

1° de eerste dag van het semester tijdens hetwelk zij voor de eerste maal of opnieuw onder het besluit vielen, voor de werkgevers en zelfstandige arbeiders bedoeld in artikel 81;

.../...

2° de eerste dag van het semester volgend op dat tijdens hetwelk zij zich uit de onderlinge kas of sectie waarbij zij tevoren aangesloten waren, hebben teruggetrokken, voor werkgevers en zelfstandige arbeiders bedoeld in artikel 82.".

Artikel 4.-

Artikel 83, tweede lid, b, van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

"b) binnen veertien dagen te rekenen van het verstrijken van de termijn van dertig dagen waarvan sprake in artikel 82 bis, tweede lid, voor de werkgevers en zelfstandige arbeiders die krachtens deze bepaling van rechtswege lid worden van de Onderlinge Hulpkas.".

Artikel 5.-

In hetzelfde besluit wordt een artikel 83 bis ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 83 bis.- De in artikel 82 bis bedoelde aanmaning kan, bij een ter post aangetekende brief, gedaan worden :

1° door een van de overheden die krachtens artikel 289 bevoegd zijn om de overtredingen van dit besluit vast te stellen;

2° door de Rijksdienst voor samenordening der gezinsvergoedingen;

.../...

3° door een der onderlinge kassen of secties voor kinderbijslag.".

Artikel 6.-

Artikel 243, tweede lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de wet van 27 Maart 1951, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"De Regering wordt bij de Nationale Onderlinge Kas vertegenwoordigd door twee commissarissen, onderscheidenlijk aangewezen door de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg en door de Minister van Volksgezondheid en van het Gezin.".

Artikel 7.-

Artikel 291, eerste lid, van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Met geldboete van 26 frank tot 50 frank worden gestraft degenen die, onder dit besluit vallend, de voorschriften der artikelen 81, 82, 84 of 85, van het eerste of van het laatste lid van artikel 197 of van artikel 216, tweede lid, niet hebben nageleefd.".

Artikel 8.-

Artikel 303, tweede lid, a, van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

"a) de dag waarop hij die onder dit besluit valt, zich heeft laten inschrijven op de ledenlijst van een onderlinge kas, van een onderlinge sectie of van de Onderlinge Hulpkas, wat betreft de overtredingen van de artikelen 81 en 82;".

..../...

Artikelen 9 en 10.-

... (zoals in het ontwerp, mits in artikel 9 te lezen : "artikel 78, tweede lid,") ...

\+

\+ \+

Tenslotte merkt de Raad van State op, dat op grond van artikel 9 van de wet van 10 Juni 1937 de voordracht vereist is van de in raad vergaderde ministers; het besluit dient daarom door alle ministers te worden ondertekend.

La chambre était composée de

Messieurs : J. SUETENS, premier président du Conseil d'Etat, président
M. SOMERHAUSEN, conseillers d'Etat
G. VAN BUNNEN,

F. DUCHENE, assesseurs de la section de législation
F. VAN GOETHEM,

G. PIQUET, greffier adjoint, greffier

De kamer was samengesteld uit

de Heren : J. SUETENS, eerste-voorzitter van de Raad van State, voorzitter
M. SOMERHAUSEN, raadsheren van State
G. VAN BUNNEN,

F. DUCHENE, bijzitters van de afdeling wetgeving
F. VAN GOETHEM,

G. PIQUET, adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. VAN BUNNEN.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. VAN BUNNEN.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(signé) G. PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) J. SUETENS.

expédition délivrée à M. le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale.

uitgifte afgeleverd aan de H. Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg.

Le 1953.

De 1953.

Le Greffier du Conseil d'Etat,

De Griffier van de Raad van State,

R. DECKMYN.